

LA QUESTION MORENO FACE À L'ESSOR DU SÉPARATISME EN CATALOGNE. L'IDENTITÉ DUALE EST-ELLE NATIONALE ?

Lluís Garcia, Institut d'Estudis Catalans

Imma Grande, Universitat Autònoma de Barcelona

Roser Cussó, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, UMR D&S/IEDES

lgarcia@iec.cat; immagrande@sepal.cat; roser.cusso@univ-paris1.fr

Résumé : En privilégiant l'interprétation nationale de la « Question Moreno », l'entité espagnole *Centro de investigaciones sociológicas* (CIS) n'a pas anticipé l'essor du mouvement indépendantiste catalan. Les options duales, supposées intégratives, sont toujours les plus choisies tandis que la réponse « uniquement catalan », qui mesurerait le « nationalisme exclusif », reste minoritaire. Si la cohabitation du séparatisme avec la dualité nationale pourrait montrer que le séparatisme n'est pas toujours national(iste), nous discutons des aspects méthodologiques moins analysés : le protocole d'enquête, le questionnaire, la formulation de la question et la polysémie des termes utilisés tendraient à faire augmenter les réponses duales aussi bien que leur sens non national.

Mots-clés : Question Moreno, identité duale, méthodologie, Espagnol, Catalan

The Moreno Question and the separatism in Catalonia. Is the dual identity national?

Abstract: By focusing on the national interpretation of the “Moreno Question”, the Spanish Centre for Sociological Research (CIS) has not anticipated the rise of the independence movement in Catalonia. The dual options, assumed to be integrative, are always the most chosen, while the response “Catalan only”, measuring in principle the exclusive nationalism, concerns only a fifth of respondents. If the cohabitation of separatism with the national duality could show that the first is not always national(ist), we discuss a less studied aspect: the methodological and conceptual factors that account both for the percentage of dual identity increase and for the national character of this duality decrease –the questionnaire, its administration, the wording of the scale, the multiple meanings of terms used.

Keywords: Moreno Question, dual identity, Spanish, Catalan, separatism

LA QUESTION MORENO EST-ELLE ASSEZ ROBUSTE ?

L'échelle d'identité nationale subjective (EINS) a été d'abord développée par le sociologue espagnol Juan Linz, réélaborée par la suite par d'autres chercheurs, notamment Luis Moreno (Peres, 2007). Parmi les versions existantes, une des plus courantes présente le terme « uniquement » dans ses options extrêmes. Le *Centro de investigaciones sociológicas* (CIS)¹, dans le contexte du Royaume d'Espagne et de son système de Communautés autonomes (CA)², propose aux personnes enquêtées de choisir une option parmi les cinq expressions suivantes : « je me sens uniquement espagnol », « ...plus espagnol que catalan », « ...autant espagnol que catalan », « ...plus catalan qu'espagnol » et « ...uniquement catalan ». Le même principe est valable pour les adjectifs officiels des autres CA, dix-sept au total. L'EINS est également utilisée dans d'autres États (Canada, Belgique, Royaume-Uni...) et pour l'étude des identités supranationales face aux identités nationales (McManus-Czubinska *et al.*, 2003). En France, les enquêtes de l'*Observatoire interrégional du politique* utilisent une version modifiée de la « Question Moreno » en se référant à l'attachement et non pas à l'identité (Dupoirier, 2007). Cette échelle a été également utilisée par plusieurs chercheurs dont Cole et Evans (2007) ou Pasquier (2012).

Malgré son usage large, la robustesse méthodologique de l'échelle (choix des options identitaires, formulation...) est relativement peu analysée ; il en va de même pour l'effet de cette méthodologie sur l'interprétation des résultats. Nous proposons ici une analyse critique de l'EINS ainsi que de son interprétation la plus usuelle dans l'État espagnol, dérivée à la fois des choix techniques et conceptuels du CIS et de certains éléments théoriques implicites (Garcia et Grande, 2012).

Les sociologues du CIS considèrent que l'EINS proposée dans ses questionnaires mesure le « sentiment nationaliste »³. Les options duales (« autant espagnol que catalan », par exemple) reflèteraient la cohésion nationale face à laquelle l'unidimensionnalité signalerait un « nationalisme exclusif » (« uniquement catalan »). C'est une interprétation mise en avant de

¹ <http://www.cis.es/cis/opencms/FR/index.html>

² Ce système devait répondre aux revendications du Pays basque, de la Galice et de la Catalogne à la fin des années 1970. Il sera généralisé et adopté comme forme administrative de l'État. Seuls le Pays basque et Navarre ont un régime fiscal autonome.

manière plus explicite par Luis Moreno : « Le concept d'identité duale fournit un élément utile pour la compréhension et l'évaluation des conflits politiques et des politiques ethnoterritoriales dans l'Espagne contemporaine [...]. En général, la demande d'autogouvernement par les nations et les régions sans État est en pleine conformité avec la manifestation variable de cette dualité [...] » (Moreno *et al.*, 1997 : 7). Ce principe peut s'appliquer à d'autres contextes. Par exemple, la forte « écosité » mesurée en 1986 aurait anticipé « des développements politiques à la fin des années 1980 et 1990 [donnant] l'impulsion à une demande de décentralisation » (Moreno, 2007 : 508). Voir également Pattie *et al.* (1999 : 312).

Si l'EINS du CIS et son fondement théorique relatif aux conflits nationaux (inclusion/exclusion, réponses unidimensionnelles comme *proxy* du séparatisme) étaient solides, nous devrions percevoir, avec l'accélération récente du mouvement indépendantiste en Catalogne, une diminution significative de l'identité nationale duale dans cette CA. Or, les enquêtes du CIS ont continué à identifier une dualité élevée de 2005 à 2015.

En 2005, peu avant le conflit autour de l'*Estatut*, document cadre de la CA catalane, le pourcentage d'identité duale en Catalogne s'élevait, selon le CIS, à 44,8% – les réponses duales partielles « plus espagnol que catalan » et « plus catalan qu'espagnol » étant respectivement de 8,2% et 23,4%. La dualité totale s'élevait ainsi à 76,4%⁴ (étude n°2610, n=920). Rappelons que la nouvelle version de l'*Estatut*, approuvée par le Parlement catalan en 2005, fut ensuite amendée par le Parlement espagnol en dépit de l'engagement que le gouvernement socialiste alors au pouvoir à Madrid avait pris de le soutenir. Entre autres, le terme « nation » fut retiré à l'exception d'une mention dans le préambule⁵.

En 2010, après plusieurs manifestations en Catalogne, notamment celles de 2006 et 2007, visant directement le droit à l'autodétermination, et peu avant la grande manifestation de juillet 2010 dont le mot d'ordre était « Nous sommes une nation, nous décidons », le CIS (étude n°2829⁶) mesurait une dualité centrale de 41,3% et de 9,0% et 25,6% pour les options partiellement duales (total, 75,9%). L'option « uniquement catalan » a même diminué de 14,3% en 2005 à 13,6% en 2010, cette différence pouvant être expliquée toutefois par la marge d'erreur.

³ http://www.cis.es/cis/opencm/FR/1_encuestas/estudios/ver.jsp?estudio=10442&cuestionario=12096&muestra=17773

⁴ Selon Moreno, les dualités partielles se réfèrent aux options centrales, celles qui ne présentent pas le mot « uniquement ». Elles peuvent être cumulées : « [...] une dualité identitaire existait bien : 53% (catégories 2, 3 et 4) » (Moreno, 2007 : 507).

⁵ <http://www.diplocat.cat/files/docs/130709-E05FR-ReformeStatut.pdf>

⁶ N=10 409 ; 912 en Catalogne.

Dans l'enquête de 2012 (étude n°2956), entamée deux jours après la grande manifestation du 11 septembre à Barcelone (journée nationale catalane), les réponses duales restaient les plus nombreuses : 7,2, 34,3 et 29,2% (n=1186) (total : 70,7%). Si l'option « uniquement catalan » atteint 21.9%, elle ne dépasse pas la valeur de l'option correspondante au Pays basque, 23.5% (n=425), où un mouvement social de la même envergure n'était pas observé. Deux mois plus tard, en novembre 2012, au moment des élections pour former le Parlement catalan, la grande majorité des électeurs votent pour les partis proposant l'organisation d'un référendum sur l'indépendance de la Catalogne, désignant ainsi 87 députés souverainistes, qui font face à 48 unionistes.

Dans les élections catalanes de septembre 2015 (considérées comme étant un plébiscite pour ou contre l'indépendance), 48% des votants ont choisi des partis indépendantistes quand 39% ont soutenu des partis unionistes – les partis recueillant le reste des suffrages ne s'étant pas prononcés sur la question. Selon l'étude postélectorale du CIS (n° 3113), réalisée en septembre-octobre 2015⁷, l'option « uniquement catalan » concerne toujours moins d'un quart des sondés, 23.6%. Il est également remarquable que les votants de deux partis très différents, Unió democràtica de Catalunya (UDC) et Ciudadanos (C's), présentent le même niveau d'identité duale : respectivement 72,7% et 70,9%. Pourtant, si l'UDC a refusé de voir ses voix comptées avec celles du “non” à l'indépendance (abstention souverainiste), le C's a été ouvertement unioniste et opposé à la reconnaissance du droit d'autodétermination des Catalans.

L'EINS ne serait donc pas un instrument très sensible aux facteurs qu'elle est supposée mesurer. Un premier élément d'explication peut être que le maintien d'une forte dualité nationale et le développement du sentiment indépendantiste ne sont pas incompatibles. Le politologue Ivan Serrano note qu'une personne peut continuer à se sentir duale nationalement mais devenir séparatiste pour des raisons politiques : « En Catalogne, l'évolution des dernières années montre des niveaux croissants de soutien à l'autogouvernement et surtout à l'indépendance même si la structure d'identification nationale n'a pas changé dans la même proportion, ce qui suggère que les changements dans les préférences constitutionnelles sont étroitement liés aux circonstances politiques de la réforme de l'*Estatut* » (Serrano, 2013 : 529). Cette hypothèse suppose que, en principe, l'EINS mesure efficacement l'identité nationale. C'est l'indépendantisme qui peut être non national.

http://www.cis.es/cis/opencm/ES/1_encuestas/estudios/listaCuestionarios.jsp?estudio=10442

Nous proposons une analyse à la fois différente et complémentaire. Nous discutons la capacité de la Question Moreno à mesurer le sentiment national, notamment en ce qui concerne l'option duale dans l'État espagnol. Notre hypothèse est que la forme de l'échelle et les acceptions non nationales du terme « espagnol » tendraient à faire augmenter les réponses duales sans qu'elles puissent être toujours considérées comme nationales ou, tout au moins, sans qu'elles puissent être toujours définies comme inclusives, notamment dans les CA non castillanes.

Le débat peut donc prendre au moins deux voies : considérer que le séparatisme peut ne pas être national (ce que sa coexistence avec la dualité *nationale* montrerait) ou questionner le caractère national d'une partie de la dualité. Le but n'est pas d'affirmer que le séparatisme doit être national mais de noter que l'EINS ne permet pas de fournir ce pour quoi elle a été conçue, *la mesure de l'intégration nationale par la dualité*.

Nous inscrivons notre analyse dans le domaine de la sociologie de la quantification et de la psychométrie. Nous interrogeons ainsi le lien entre méthodes, interprétations et usages des statistiques (Desrosières, 2008) tout en prenant au sérieux la mesure psychométrique des phénomènes sociaux (Pavot et Diener, 1993).

Enfin, nous ne proposons pas une définition *a priori* du sentiment national qui, d'ailleurs, varie fortement selon les différentes traditions culturelles et universitaires⁸. En Catalogne, la dimension péjorative du terme « nationalisme » est plutôt attachée au nationalisme espagnol ou *españolisme* (notamment du fait des politiques assimilationnistes des deux dictatures du XXe siècle, et plus largement depuis 1714⁹) (Guinjoan et Rodon, 2015), tandis que le *catalanisme* est vu comme un mouvement d'émancipation politiquement transversal (Termes, 2009). Le nationalisme catalan a, bien entendu, des interprétations moins positives dans d'autres travaux.

La section suivante rappelle l'origine de l'EINS. Nous synthétisons ensuite les principaux éléments critiques concernant cette échelle et sa mise en œuvre dans l'État espagnol : entité organisatrice, protocole d'enquête, questionnaire (section 3), forme de l'échelle (section 4) et

⁷ http://www.cis.es/cis/openm/FR/1_encuestas/estudios/ver.jsp?&estudio=14236

⁸ Dans le dictionnaire de l'Institut d'études catalanes, le *nacionalisme* est un projet politique (<http://dlc.iec.cat/results.asp?txtEntrada=Nacionalisme&operEntrada=0>) tandis que la Real Academia espagnole en offre une vision plutôt essentialiste : « sentiment ardent d'attachement à une nation et d'identification avec sa *réalité* et son histoire » ou « Idéologie d'un peuple qui, en affirmant sa *nature* de nation, aspire à se constituer en État », souligné par nous (<http://dle.rae.es/?id=QBv9azy>).

⁹ Voir les Décrets de *Nueva Planta* de Philippe V, 1707-1716, qui imposent, entre autres, le castillan comme langue exclusive dans l'administration, les écoles ou les tribunaux des anciens pays de la Couronne d'Aragon.

polysémie du terme « espagnol » (section 5). Nous terminons avec quelques conclusions (section 6) ouvrant de possibles alternatives à la Question Moreno.

L'ORIGINE DE L'EINS

On s'accorde généralement à relier l'origine de l'EINS à Juan Linz, né à Madrid en 1926 (Peres, 2007). En 1973, encore sous la dictature, Linz considère que « l'Espagne est aujourd'hui un État pour tous les Espagnols, un État-nation pour une grande partie de la population espagnole, et seulement un État et non pas une nation pour d'importantes minorités » (Linz, 1973 : 99). En appréhendant la question nationale par les valeurs revendiquées par les individus et non comme la manifestation d'une adhésion collective, Linz s'insère, en principe, dans une perspective critique des « essentialismes » nationaux. Dans cette optique, les nationalistes basques ou catalans s'érigeraient en représentants de communautés pour lesquelles ils prétendent parler, tandis que le nationalisme espagnol serait susceptible de dérives autoritaires.

L'intérêt de Linz pour la macrosociologie provient de sa formation à Madrid (étudiant de Javier Conde) et aux États-Unis, notamment au contact d'auteurs tels que Merton ou Lazarsfeld, représentants de l'individualisme méthodologique. Il travaille très vite sur la méthodologie du questionnaire et s'intéresse à l'opinion. Il analyse d'abord les résultats des premières enquêtes sociologiques réalisées sous le franquisme. Linz aurait « indirectement » pris part à ces études par le biais de son ancien étudiant, Armando de Miguel, avec qui il écrit plusieurs articles (Peres, 2007 : 521). Miguel travaille sur ces enquêtes, commandées par la FOESSA, *Fundación de Fomento de Estudios Sociales y de Sociología Aplicada*. Linz étudie la question identitaire alors introduite. Dans la procédure, on demande d'abord si l'enquêtée (seules des femmes sont interrogées) *est* catalane, basque, etc. Ne sont ensuite questionnées que celles ayant dit « oui » ou « c'est comme si j'étais (catalane, basque, etc.) » pour déterminer celles qui se sentent « plus catalanes, basques, etc. » ou « plus espagnoles ». Selon Linz, cette manière de procéder (demander d'abord ce qu'on *est*) amène à une augmentation du « sentiment régionaliste », une partie de l'immigration n'étant pas, en outre, visée par l'enquête. Plus tard, le CIS permutera les questions (l'EINS d'abord, le lieu de naissance après) et intégrera toute l'immigration intra-

étatique et celle extra-étatique naturalisée espagnole. Nous reviendrons sur ce sujet dans la section suivante.

Du fait de sa notoriété, Linz a également contribué à donner de l'Espagne l'image d'un État qui a reconnu sa composition multinationale : « L'Espagne [...] a fait face à la tâche difficile de transformer un État unitaire centralisé en un nouvel État, l'Estado de las Autonomias, en abandonnant l'idée [...] d'une seule nation espagnole et en reconnaissant le caractère multinational et multilingue de la société espagnole » (Linz, 1989: 260). Pourtant, la Constitution (1978) ne reconnaît qu'une nation, l'espagnole, et une seule langue officielle dans tout l'État, le castillan. Le Royaume d'Espagne est loin du modèle fédéral suisse, par exemple, sans langue officielle commune et dont le terme « suisse » ne définit la langue d'aucun canton. Il n'existe pas non plus de réciprocité à l'échelle de l'État espagnol : le castillan est obligatoire en Catalogne mais le catalan n'est pas obligatoire en Castille. Les CA ont un certain nombre de compétences politiques mais elles sont dépourvues de souveraineté. Elles peuvent aider à former une conscience nationale (ou collective) propre, sans pouvoir pour autant l'exercer complètement : toute décision finale importante passe par Madrid, en contraste, par exemple, avec le système de double majorité ou majorité multiple décrit par Laponce (1960). Ces déséquilibres ne pourraient-ils remettre en question l'interprétation, en tant que signe de cohésion, de l'identité nationale duale de l'EINS ? Le haut pourcentage de dualité ne pourrait-il être plutôt l'effet des caractéristiques du système des CA ?

Créée dans un contexte multinational qui n'est pas complètement reconnu par la constitution ni par la structure politique de l'État, l'EINS apparaît comme un instrument de mesure dont l'interprétation risque d'être complexe. Dans un premier temps, une hypothèse plausible serait de considérer que l'EINS mesure le degré d'intégration des identités périphériques à l'identité espagnole/castillane dans un système autonome asymétrique. La Question Moreno estimait les proportions de Catalans, Basques, etc. qui assument le caractère non central de leur langue, tout en gardant certains traits culturels d'appartenance. C'est une interprétation possible à la réponse « autant espagnol que catalan, basque... ».

Mais l'EINS ne peut pas être interprétée de manière aussi claire. L'échelle ne s'accompagne pas de la définition des options identitaires proposées aux sondés : nous ne pouvons pas savoir, de ce fait, à quoi ils se réfèrent quand ils répondent. Nous prenons pour objet cette ambiguïté et explorons l'hypothèse suivante : les effets induits du questionnaire, de la formulation de l'échelle

et de la polysémie du terme espagnol *construisent* la prépondérance des réponses duales et en diminuent le sens national.

L'ENTITE ORGANISATRICE, LE PROTOCOLE D'ENQUETE ET LE QUESTIONNAIRE

Le CIS est une entité administrative dotée d'une personnalité juridique et de ressources propres, rattachée au ministère de la présidence espagnole (premier ministre). Etabli à Madrid, le CIS a comme finalité l'« étude scientifique de la société espagnole »¹⁰. Le caractère autonome du CIS a été reconnu par la loi 4/1990 du 29 juin 1990, son organisation et son fonctionnement étant réglementés par le décret royal 1526/1990 du 8 novembre 1990. D'autres dispositions ont suivi pour introduire les notions de transparence, d'accès aux résultats et de protection de l'anonymat des enquêtés. Le Conseil des ministres du gouvernement espagnol peut modifier la structure organisationnelle du CIS et dicter toutes les dispositions utiles à la mise en œuvre et au développement du cadre législatif le concernant.

Une partie des données produites par le CIS sont disponibles sur son site. Les enquêtes réalisées sont diverses : baromètres, enquêtes électorales, monographiques ou internationales. Le CIS prépare également des études qualitatives. Nous portons ici notre attention sur les conditions de diffusion du baromètre autonome de 2010, choisi comme exemple de ce type d'exercice.

Les enquêtés sont choisis par sondage aléatoire selon, en principe, le poids démographique des différentes CA. Dans le questionnaire officiel, la question P.0 est éliminatoire : seules les personnes de nationalité espagnole sont interviewées. Plusieurs circonstances de la mise en œuvre de l'enquête sont à souligner, notamment pour ce qui est des CA non castillanes. Premièrement, le questionnaire est écrit en langue castillane. Ensuite, l'enquêté ne remplit pas son questionnaire de manière autonome mais répond aux questions qu'on lui pose ou lui montre. En fait, l'enquêteur doit évaluer le niveau de castillan de l'enquêté (item P.0c). Troisièmement, au moment de la question identitaire (numéro 48, sans intitulé) on demande « A laquelle des phrases suivantes vous identifiez-vous le plus ? ». Une feuille avec les cinq choix « identitaires » précédés de « Je me sens... », est présentée à l'enquêté sans que les options « Je ne sais pas » ou « Sans réponse » y soient affichées – mais elles le sont dans le questionnaire de l'enquêteur.

Enfin, le questionnaire suit une présentation verticale du pouvoir : on pose d'abord des questions d'opinion sur l'Espagne, l'État, le gouvernement espagnol, le gouvernement central et ensuite sur la CA où réside l'enquêté, le gouvernement autonome (nom officiel), etc. Les termes utilisés usuellement pour désigner ces institutions ne sont pas pris en compte.

Sans maîtrise directe sur le remplissage d'un questionnaire en langue castillane qui emploie une terminologie du pouvoir hiérarchisée et parfois non usuelle, la position de l'enquêté devant le personnel du CIS, entité espagnole, peut être fragilisée. Ceci peut encourager la conformité, i.e. le choix des réponses qui semblent les plus neutres, les réponses duales – voir la section suivante sur la question de la neutralité dans les formulations de type attitudinal.

Cette conformité peut être plus accentuée dans les CA qui ont vécu une longue répression culturelle comme dans le cas de la Catalogne, et notamment parmi les classes populaires (Mauger 1991). La comparaison entre les résultats du CIS et ceux de l'*Institut de Ciències Polítiques i Socials* (ICPS), basé à Barcelone, fait apparaître quelques différences statistiquement significatives (Garcia, 2005 ; Sanchez, 1998). Il s'agit de données collectées entre 1984 et 1996 ; 12 849 enquêtés par l'ICPS et 10 967 par le CIS. L'option « uniquement catalan » concerne 14,8% de l'échantillon de l'ICPS contre 10,8% de celui du CIS. La réponse duale centrale reste stable (45%) tandis que l'option « plus espagnol que catalan » est plus fréquente dans les données du CIS, 9,4%, que dans celles du l'ICPS, 6,3%.

D'autres facteurs peuvent faire augmenter les réponses duales. C'est seulement après l'EINS (n°48) que l'enquêté est interrogé sur son lieu de naissance. Les personnes nées en Andalousie ou en Argentine ne sont donc pas interrogées sur l'Andalousie ou l'Argentine, mais sur le couple « espagnol » et « catalan ». Les enquêtés qui sont dans cette situation représentaient presque 30% de l'échantillon du CIS en Catalogne en 2010. Ce pourcentage se maintient en 2015, avec 29,8% de l'échantillon¹¹. Pour 2010, leurs réponses duales sont significativement plus fréquentes – voir le tableau 1 ci-dessous. Ils résident en Catalogne et sont naturalisés espagnols, condition de l'enquête. Les résultats pour 2015 ne contiennent pas le croisement entre l'origine des enquêtés et le SNIS, mais, globalement, la dualité a légèrement diminuée : 5,1%, 38,0% et 23,4%, par rapport à 9,0%, 41,3% et 25.6% en 2010.

¹⁰ http://www.cis.es/cis/opencms/FR/8_cis/normativa/legislacion.html

Tableau 1. Résultats en pourcentage de l'EINS en fonction du lieu de naissance, 2010

Lieu de naissance	Uniquement espagnol	Plus espagnol que	Autant espagnol que	Plus catalan qu'espagnol	Uniquement catalan	Ne sait pas	Ne répond pas
Hors Catalogne	19,5	14,6	48,3	9,6	3,1	1,1	3,8
En Catalogne (71,1% du total)	3,6	6,7	38,5	32,1	17,9	0,6	0,6

Source : CIS, étude n°2829, 2010.

Le fait de demander le lieu de naissance *après* la Question Moreno peut également avoir trait à la critique faite par Linz aux enquêtes de la FOESSA, comme nous l'avons déjà évoqué. Ces dernières demandaient aux femmes enquêtées de dire d'abord si elles étaient catalanes, basques, etc. ce qui pouvait encourager les réponses unidimensionnelles relatives à ces identités.

LA FORMULATION DE L'EINS

Il s'agit d'une question de type attitudinale d'échelle courte avec deux options identitaires. En principe, l'attitude est interrogée lorsqu'on demande à quelqu'un s'il préfère, par exemple, l'égalité à la liberté. Ce type de formulation encourage la réponse duale, si elle est proposée, car elle permet de ne pas choisir et/ou de conserver les deux options. La possibilité d'une réponse duale suggère également que les deux termes ne sont pas tout à fait opposés ou, s'ils sont opposés dans certains contextes, qu'ils sont toutefois cumulables. En contraste, les questions d'identification directe appellent une réponse positive ou négative et/ou un choix net : êtes-vous un homme ou une femme ? Le répondant est invité à cocher une case. Ce type de formulation est de type essentialiste ou naturalisant. S'il était demandé si on se sent « uniquement femme » ou « autant homme que femme », on serait face à non seulement une question attitudinale mais également à une formulation constructiviste. C'est également le cas de la Question Moreno. Il ne s'agit pas ici de prendre parti sur le caractère essentialiste ou construit du sentiment national(iste). C'est un débat que nous ne reprenons pas. Il s'agit de noter que la formulation

¹¹ http://www.cis.es/cis/export/sites/default/-Archivos/Marginales/3100_3119/3113/es3113mar.pdf

amène d'emblée à une compréhension particulière de l'identité encourageant, par la forme, le choix de réponses centrales ou « neutres » : l'enquêté évite de choisir dès lors qu'il est face à une éventuelle non opposition entre les deux options¹².

Deux dualités sont ainsi possibles : celle où l'enquêté accepterait le caractère construit (ou du moins cumulable) du sentiment national (interprétation dominante du CIS, comprenant l'idée de dualité inclusive) et celle où l'enquêté pourrait choisir les deux termes parce qu'il les considère de caractère différent. Dans ce dernier cas, l'enquêté peut rester attaché à une vision essentialiste (ou construite, mais unique) de la nationalité, à laquelle il ajoute une dimension différente (territoriale, par exemple). Cette dernière serait alors une « fausse dualité » dans le sens du CIS.

Un dernier point peut être ici souligné, en lien avec le fait que l'EINS est la même pour tous les enquêtés. Si le but est de mesurer le « sentiment national », n'aurait-il été plus cohérent d'enquêter pour savoir si les personnes naturalisées espagnoles se sentent plutôt allemandes qu'espagnoles ? Plutôt argentes que catalanes ? De même avec les CA de naissance.

Nous l'avons évoqué plus haut : la question identitaire pourrait, par hypothèse, mesurer le degré d'acceptation du système asymétrique des CA. On peut ici ajouter que la seule possibilité offerte de choisir entre « espagnol » et l'identité de la CA de résidence pourrait implicitement chercher à mesurer la capacité de l'État espagnol à intégrer les personnes naturalisées en tant qu'*espagnoles* ou *duales* et/ou de conserver les personnes nées dans les autres CA dans l'identité *espagnole* ou *duale* face à la capacité des CA de résidence à intégrer les immigrants en tant que Catalans, Basques, etc. (Moreno *et al.*, 1997). Mais nous l'avons déjà noté : l'EINS tend, par sa mise en œuvre et par sa forme, à faire augmenter les réponses duales. Comme pour la mesure du degré d'acceptation du système des autonomies, la mesure de l'« intégration nationale » des immigrants, même si elle est intéressante, n'aurait pas une base empirique assez solide, surtout si nous tenons compte d'une autre dimension fondamentale : l'ambiguïté du terme « espagnol ».

¹² L'effet de l'ordre des termes dans le couple proposé a également été étudié dans le cas des formulations « européen et espagnol » et « espagnol et européen » dans Ruiz Jiménez (2007). La Question Moreno en Grande Bretagne est analysée dans Cussó, Garcia et Grande (à paraître en 2018).

LA POLYSÉMIE DU TERME « ESPAGNOL »

Les enquêtés du CIS ne disposent d'aucune définition des termes employés dans l'EINS. Pourtant le terme « espagnol » peut vouloir dire au moins trois choses différentes dans la plupart des CA. Il peut se référer à un territoire, à un État (la situation politico-administrative de l'individu) et à une nation ou État-nation¹³.

Dans le premier cas, les enquêtés duaux peuvent se référer au sens territorial du terme « espagnol » du fait qu'*Espagne* provient du terme romain *Hispania*, toponyme originel et traditionnel de la péninsule ibérique comprenant aussi le Portugal jusqu'à récemment (Machado, 1984). Selon le CIS, en 2010, dans les Îles Canaries, 45,5% des enquêtés se déclaraient « plutôt canarien qu'espagnol » ou « uniquement canarien » (étude n°2829), malgré le fait que ces îles furent complètement repeuplées par des Castillans au XV^e siècle. Le terme *Espagne* se référant plutôt à la péninsule, les Canariens marqueraient ainsi leur inscription géographique insulaire très éloignée de ce territoire. Étant eux-mêmes de culture et langue castillanes, les enquêtés peuvent percevoir le choix des réponses moins ou non espagnoles comme étant moins conflictuel. Pour la Catalogne, certaines réponses duales pourraient, *a contrario*, faire référence à la territorialité partagée du terme *Espagne* en référence à l'*Hispania* romaine, mais aussi témoigner que la Catalogne fut un certain temps la *Marca hispanica* du royaume Franc.

Dans sa seconde acception, le terme « espagnol » peut être combiné avec les options identitaires des CA pour des raisons administratives. C'est un terme qui, dans la vie quotidienne, concerne l'organisation de l'État, la monarchie, les lois, les frontières, le passeport, le document d'identité. Ainsi comprise, la réponse duale peut se référer à l'articulation de deux situations distinctes : je me sens basque et mes papiers sont espagnols. Selon une étude publiée en 2006 (n=997), en Catalogne, 23,8% des enquêtés qui ont choisi l'option duale « autant espagnol que catalan » affirment que l'Espagne est pour eux « l'État dont je suis citoyen » tandis que pour 20,1% d'entre eux, elle est « un État composé de plusieurs nationalités et régions » (Argelaguet, 2006 : 448). Dans ces cas, on peut parler de cumul de caractéristiques de nature différente faisant partie d'une identité (ou situation) multiple, par exemple : espagnol (État, passeport ou péninsule), catalan (nation), homme (sexe ou genre), employé (CSP), etc. Ceci contrasterait avec

l'idée d'une allégeance hiérarchisée et/ou avec l'existence de différences d'intensité du sentiment d'appartenance (Winter, 2007 ; Dupoirier, 2007).

Dans sa troisième acception, le terme « espagnol » peut être interprété comme définissant une nation. Une partie des réponses duales aurait ainsi le sens d'une double nationalité : espagnol *et* galicien, etc. Cependant, même dans cette configuration, Guinjoan et Rodon (2015), qui ont analysé l'EINS dans le cas de la Catalogne, notent que « des personnes ayant des positions d'identité pro-espagnole [dans un test inspiré de Sinnott (2006)] ont tendance à choisir l'option duale [lorsqu'ils répondent à l'EINS] » (Guinjoan et Rodon, 2015 : 12). L'option duale pourrait ainsi inclure des identités en fait plus « espagnoles », évitées du fait de la connotation négative qu'elles peuvent avoir. Mais l'ambiguïté la plus déterminante réside dans la capacité du terme « espagnol » à se référer à une identité nationale. Toujours selon les données présentées par Argelaguet (2006 : 448), seuls 15% des Catalans qui ont choisi l'option duale en 2001 affirment que l'Espagne est « une nation dont je me sens membre ». Les répondants duaux semblent plus à l'aise en définissant l'Espagne comme étant leur État (43,9%) ou comme leur « pays » (39,9%) – 2,1% ne répondent pas ou ne savent pas et 0,1% pensent que l'Espagne est « un État étranger ». C'est le fait d'omettre, par l'usage du terme « espagnol », ce qui constitue la nationalité sous-jacente, la castillane, qui peut maintenir l'ambiguïté. En Catalogne, le terme le plus populairement utilisé pour désigner les Espagnols et leur langue est « castillan ».

Cette ambiguïté peut aussi gêner l'interprétation de l'EINS dans les CA castillanes. Faisant traditionnellement partie du Royaume de Castille, capitale du Royaume d'Espagne, Madrid a le record de réponses nulles, 19,8% en 2010, selon le CIS (étude n°2829), dû probablement à l'incongruité de devoir choisir entre deux identités en principe équivalentes (madrilène et espagnole) et/ou du fait de ne pas retrouver l'option identitaire traditionnelle, « castillan » –en 2015, ce pourcentage était de 13,9%¹⁴. La réponse « uniquement espagnol » est la plus élevée (28,1%) de l'échantillon global, solution qui comprend « madrilène » implicitement. Elle peut aussi être la réponse des migrants provenant d'autres CA de culture et/ou de langue castillane.

¹³ Nous n'analysons pas ici les différentes connotations qui peuvent être attachées aux adjectifs qui désignent les CA. Le CIS les interprète comme des nationalités et/ou dans leur sens « ethno-territorial », ce qui est discutable. Voir également Moreno et Giner (1990) où les expressions ethnie et ethnique sont utilisées.

¹⁴ http://www.cis.es/cis/export/sites/default/-Archivos/Marginales/3080_3099/3087/es3087mar.pdf

CONCLUSION : LE BESOIN D'ALTERNATIVES

L'interprétation nationale de la Question Moreno n'a pas permis au CIS de prévoir l'essor récent du mouvement séparatiste en Catalogne ; les réponses duales, perçues comme signalant un sentiment intégratif, sont toujours plébiscitées dans cette CA. La cohabitation de la volonté d'indépendance avec la dualité nationale pourrait montrer que celle-là n'est pas toujours national(iste). Cette hypothèse conserve la capacité de l'EINS à mesurer le sentiment national. C'est ce dont nous avons ici discuté, indépendamment de la perception que l'on peut avoir du séparatisme. Les choix méthodologiques et conceptuels du CIS amèneraient à la fois à l'augmentation des réponses duales et à leur sens non national. Ainsi, un bon nombre d'enquêtés duaux en Catalogne pourrait se référer au sens territorial (historique) et/ou politico-administratif du terme « espagnol ». La forme de l'échelle, attitudinale, et le protocole d'enquête peuvent également accentuer la conformité et ainsi la dualité. Afficher une identité « uniquement catalane » n'est pas forcément facile pour les raisons historiques et sociologiques déjà évoquées. Enfin, les questions précédant l'EINS présentent une vision hiérarchisée et non multinationale du pouvoir dans l'État espagnol ; l'expression du lieu de naissance de l'enquêté est présentée après l'échelle identitaire.

La question du succès de l'EINS peut donc être soulevée. Sa simplicité ainsi que sa capacité à minorer et à isoler le « nationalisme exclusif » ont sans doute contribué à sa réussite. Pour certains chercheurs, la dualité relativiserait, voire réfuterait le nationalisme classique et illustrerait l'adhésion au système des autonomies ou, tout au moins, à une forme de cohésion sociale : « La persistance des valeurs majoritaires de l'identité duale dans toutes les [CA] est un appui factuel à la réfutation intellectuelle du mythe des nationalités incompatibles et rend plus attrayant le défi politique de continuer à perfectionner la formule autonome-fédérale de l'organisation de l'État et des administrations publiques »¹⁵. Quant au monde politique, si le ministre de l'Éducation espagnol avait tenté d'introduire la notion de « nationalisme exclusif » dans les programmes scolaires en 2012¹⁶, la campagne unioniste en Catalogne utilise, pour

¹⁵ Manuel Garcia Ferrando, professeur de sociologie de l'Université de Valence.

http://elpais.com/diario/1992/11/28/opinion/722905210_850215.html

¹⁶ <http://www.lavanguardia.com/vida/20120524/54298281371/wert-retira-termino-nacionalismo-excluyente-educacion-ciudadania.html>

illustrer sa position, le logo d'un cœur dont une moitié est enveloppée du drapeau espagnol et l'autre, du drapeau catalan¹⁷.

Afin de mesurer plus rigoureusement le sentiment national, il serait pourtant aisé d'éviter la polysémie du terme « espagnol » (le définir ou le remplacer par castillan) ainsi que d'introduire d'autres adaptations sociales et sociologiques simples dans le questionnaire. Par exemple, la langue devrait pouvoir être choisie par l'enquêté. On pourrait lui demander d'abord où il est né (dans une question positionnée loin de la question identitaire) et adapter l'EINS en conséquence si, par exemple, la personne est galicienne ou argentine en Catalogne. Enfin, le questionnaire pourrait également être plus court et resserré sur la question identitaire.

Des échelles alternatives sont aussi possibles, encore que souvent moins simples que l'EINS. L'identité, de caractère fluide (Barth, 1969), reste un sujet complexe (Goyder, 2003) qui requiert des enquêtes pilotes et des périodes de test, ce qui n'a pas été réalisé avec l'EINS dans l'État espagnol. Selon Pavot et Diener (1993), le test de la sensibilité au changement de la *Satisfaction with life scale* (SWLS) a réclamé entre 5 et 10 ans. Pour vérifier sa consistance, la SWLS a été accompagnée de 30 questions dans les domaines de l'opinion, de l'émotion et du comportement, le nombre de questions étant réduit ensuite. La possibilité de compléter l'échelle d'identité nationale avec des questions fondées sur l'opinion et les comportements n'est donc pas à négliger – langue parlée, choix électoraux mais aussi choix alimentaires ou sportifs. De la même façon, Lilli et Diehl (1999) tentent de mesurer le sentiment national en révisant la *Collective Self-Esteem Scale* de Luhtanen et Crocker (1992). Est également à signaler l'approche du *choc culturel* qui, adressée aux personnes qui ne sont pas nées dans la CA de résidence, tente de mesurer l'identité par la distance entre la culture d'origine et l'environnement du lieu d'accueil (Garcia *et al.*, 1984). Cette approche consiste à donner une valeur aux différents items considérés importants dans la vie quotidienne (langue, travail, transport, etc.).

Enfin, si la simplicité doit être préservée, un critère minimal serait d'utiliser une échelle visuelle analogique de onze points, dont un extrême correspond à l'accord et l'autre au désaccord, ici espagnol/castillan et catalan, par exemple. Un tel instrument diminuerait les suggestions dénotatives et connotatives des questions posées et diminuerait les réponses consensuelles ou la fausse réponse délibérée.

¹⁷ <http://www.naciodigital.cat/noticia/48564/dona-li/volta/nova/campanya/favor/unitat/espanya>

RÉFÉRENCES / REFERENCES

Argelaguet J. (2006), « Subjective National Identities in Catalonia », *Nationalism and Ethnic Politics*, vol. 12, n° 3-4, pp. 431-454.

Barth F. (1969), *Ethnic groups and boundaries. The social organization of culture difference*, Oslo, Universitetsforlaget.

Cole A., Evans J. (2007), « Utilisation de l'échelle Moreno en France et au Royaume-Uni », *Revue internationale de politique comparée*, vol. 14, n° 4, pp. 545-573.

Cussó, R., Garcia Ll., Grande I. (à paraître en 2018), « The Meaning and Limitations of the Subjective National Identity Scale: the Case of Spain », *Ethnopolitics*.

Desrosières A. (2008), *Pour une sociologie historique de la quantification*, Paris, Presses des Mines.

Dupoirier É. (2007), « De l'usage de la Question Moreno en France », *Revue internationale de politique comparée*, vol. 14, n° 4, pp. 531-543.

Garcia Ll., Grande I. (2012), *L'invent de l'espanyolitat. La construcció pseudocientífica de l'espanyolitat*, Barcelone, Fundació Catalunya Estat.

Garcia Ll. (2005), « La qüestió identitària al Regne d'Espanya : Dades del CIS », cycle de conférences *Perspectives del segle XXI : població, societat i país*, Barcelone, IEC.

Garcia, Ll., Jimènez, S., Muntaner, C., & Balada, F. (1984), « El xoc cultural dels immigrants a Catalunya: resultats qualitius », *Annals de medicina*, vol. 70, n° 4, pp. 108-111.

Goyder J. (2003), « Measuring social identities : problems and progress », *International Journal of Public Opinion Research*, vol. 15, n° 2, pp. 180-191.

Guinjoan, M., Rodon T. (2015), « A Scrutiny of the Linz-Moreno Question », *Publius: The Journal of Federalism*, vol. 46, n° 1, pp. 1-15.

Laponce J. A. (1960), *The protection of minorities*, Berkeley & Los Angeles, University of California Press.

Lilli W., Diehl M. (1999), « Measuring national identity », *Mannheimer Zentrum für Europäische Sozialforschung Working Papers*, 10.

Linz J. J. (1989), « Spanish Democracy and the Estado de las Autonomias », in Goldwin R. A., Kaufman A., Schambra W. A. (éds), *Forging Unity Out of Diversity : The Approaches of Eight Nations*, Washington, D.C, American Enterprise Institute for Public Policy Research, pp. 206-303.

Linz J. J. (1973), « Early State Building and Late Peripheral Nationalisms Against the State », in Eisenstadt S. N., Rokkan S. (éds), *Building States and Nations. Analyses by Region*, Beverly Hills, Londres, Sage Publications, vol. 2, pp. 32-116.

Luhtanen R., Crocker J. (1992), « A collective self-esteem scale: self-evaluation of one's social identity », *Personality and Social Psychology Bulletin*, 18, pp. 302-318.

Machado J. P. (1984), *Dicionário onomástico etimológico da língua portuguesa*, Lisbonne, Confluência.

Mauger G. (1991), « Enquêter en milieu populaire », *Genèses*, n° 6, pp. 125-143.

McManus-Czubinska C., Millar W.L., Markowski R., Wasilewski J. (2003), « Understanding dual identities in Poland », *Political Studies*, vol. 51, n° 1, pp. 121-143.

Moreno L., Giner S. (1990), « Centro y periferia: la dimensión étnica de la sociedad española », in Giner S. (dir.) *España, sociedad y política*, pp. 169-198.

Moreno L., Arriba A., Serrano A. (1997), « Multiple identities in decentralized Spain : The case of Catalonia », <http://digital.csic.es/bitstream/10261/2021/1/dt-9706.pdf>

Moreno L. (2007), « Identités duales et nations sans État (la Question Moreno) », *Revue internationale de politique comparée*, vol. 14, n° 4, pp. 497-513.

Pattie Ch., Denver D. T., Mitchell J., Bochel H. (1999), « Partisanship, national identity and constitutional preferences: an exploration of voting in the Scottish devolution referendum of 1997 », *Electoral Studies*, vol. 18, n° 3, pp. 305-322.

Pasquier R. (2012), *Le pouvoir régional. mobilisations, décentralisation et gouvernance en France*, Les Presses de Sciences Po, Collection "référence".

Pavot W., Diener E. (1993), « Review of the Satisfaction with Life Scale », *Psychological Assessment*, vol. 5, n° 2, pp. 164-172.

Peres H. (2007), « Genèse et contexte d'une invention : le questionnaire de Juan Linz entre identité subjective et prétentions nationalistes », *Revue internationale de politique comparée*, vol. 14, n° 4, pp. 515-530.

Ruiz Jiménez A. M. (2007), « Los instrumentos de medida de las identidades en los estudios del CIS y el Eurobarómetro: problemas de validez de la denominada escala Moreno », *REIS*, 117, pp. 161-182.

Sanchez J. (1998), « Identitats col·lectives i cultura cívica dels catalans », in Giner S. (dir.) *La societat catalana*, Barcelone, Institut d'Estadística de Catalunya, pp. 1097-1080.

Serrano I. (2013), « Just a Matter of Identity? Support for Independence in Catalonia », *Regional & Federal Studies*, vol. 23, n° 5, pp. 523-545.

<http://www.tandfonline.com/doi/abs/10.1080/13597566.2013.775945>

Sinnott R. (2006), « An evaluation of the measurement of national, subnational and supranational identity in crossnational surveys », *International Journal of Public Opinion Research*, vol. 18, n° 2, pp. 211–223.

Termes J. (2009), *(Nou) resum d'història del catalanisme*, Barcelone, Editorial Base.

Winter de L. (2007), « La recherche sur les identités ethno-territoriales en Belgique », *Revue internationale de politique comparée*, vol. 14, n° 4, pp. 575-595.